LA POLITIQUE SOCIALE

ACTIVITÉ DE DÉCOUVERTE DES NOTIONS

des documents, des notions, des questions

Jusqu'à la fin du XIX siècle, les individus sans fortune personnelle était démunis devant les risques de l'existence que sont la maladie, la vieillesse, l'invalidité, le chômage... Aujourd'hui encore, certaines personnes ne disposent pas du revenu nécessaire pour satisfaire leurs besoins vitaux, car l'exclusion et la pauvreté n'ont pas disparu de nos pays riches : 8,8 millions de personnes gagnent moins que le seuil de pauvreté (1008 euros) et si l'éventail des salaires s'est un peu réduit par rapport aux années 1950-1960, la fragilisation du travail (précaire ou partiel) a creusé des écarts dans les revenus et développé une pauvreté même parmi les personnes qui travaillent. La précarité peut amener à la pauvreté et à l'exclusion si, en plus de l'instabilité de l'emploi, la personne cumule une qualification insuffisante, des problèmes familiaux (ex : un divorce), de santé, de logement, de surendettement...

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

CONTEXTE

Karim s'intéresse aux inégalités, c'est-à-dire aux différences entre des individus ou groupes qui sont socialement perçues comme injustes ou illégitimes. L'égalité est depuis longtemps au centre de la vie politique et sociale.

Documents (1-4)

Définitions

Questions

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Document n°1

Des inégalités multiformes

Les inégalités face à l'emploi, les inégalités deconsommation, de niveau de vie ont des dimen-sions à la fois économiques et sociales. Des iné-galitésdevantlenumériqueauxinégalitésdevantla mort, la liste des inégalités est aussi longueque celle des ressources socialement valorisées.Les inégalités sont donc plurielles etmultiformes.Les inégalités sont d'abord économiques. Lesinégalités de revenu apparaissent à l'occasion dela répartition primaire des revenus (inégalités desalaires, par exemple) ; le système de redistribu-tion (prélèvements obligatoires et versement derevenus sociaux)permet de réduirecesinégali-tés. Les inégalités de revenu disponible (c'est-à-dire approximativement de pouvoir d'achat) sontimportantes. Le patrimoine est l'ensemble desavoirs d'un agent économique (actifs financiers,actifs professionnels, logements) et de ses dettesà un moment donné. Les inégalités sociales sontaussi nombreuses : pratiques culturelles, réussite scolaire, participation et représentation politique,exposition aux risques divers...

S. d'Agostino, P. Deubel, M. Montoussé, G. Renouard, Dictionnaire de sciences économiques et sociales, Bréal, 2018

LA P IALE

PREM NOMIQUES

Document n°2

Les chiffres clés

Revenus

27,3 % Les 10 % les plus riches reçoivent 27,3 % des revenus

Après impôts et prestations sociales.
Source : Insee – Données 2013.

Patrimoine

47 % Les 10 % les plus fortunés détiennent 47 % du patrimoine

Source : Insee – Données 2015.

Jeunesse et pauvreté

36 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté ont moins de 19 ans

Seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian.
Source : Insee – Données 2013.

Mal-emploi

- Contrats précaires
- Chômage
- Inactifs souhaitant travailler

1/4 1 actif sur 4 est en situation de mal-emploi

Source : calculs Observatoire des inégalités, d'après Insee – Données 2015.

Salaires femmes / hommes

10,5 % À poste équivalent, les femmes gagnent 10,5 % de moins que les hommes

Source : ministère du Travail – Données 2012.

Diplômes

60 % 60 % des élèves enfants d'ouvriers non qualifiés sortent du système scolaire sans diplôme, contre 9 % des enfants d'enseignants

Source : ministère de l'Éducation nationale – Données 2002.

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Définitions

Les inégalités économiques

Les inégalités économiques sont des différences entre individus ou groupes sociaux portant sur des avantages ou des désavantages économiques et qui fondent une hiérarchie entre ces individus ou entre ces groupes.

Ces désavantages ou avantages économiques regroupent des différences de niveau de revenus et donc de consommation et d'épargne mais aussi de patrimoine.

Les inégalités sociales

Une inégalité sociale est le résultat d'une distribution inégale, au sens mathématique de l'expression, entre les membres d'une société, des ressources de cette dernière, distribution inégale due aux structures mêmes de cette société et faisant naître un sentiment, légitime ou non, d'injustice au sein de ses membres.

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Questions

Montrer la diversité des inégalités.

Distinguer inégalités économiques et sociales.

Définisser les expressions suivantes : répartition primaire, système de redistribution, revenu disponible.

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Document n°3

Des inégalités qui se cumulent

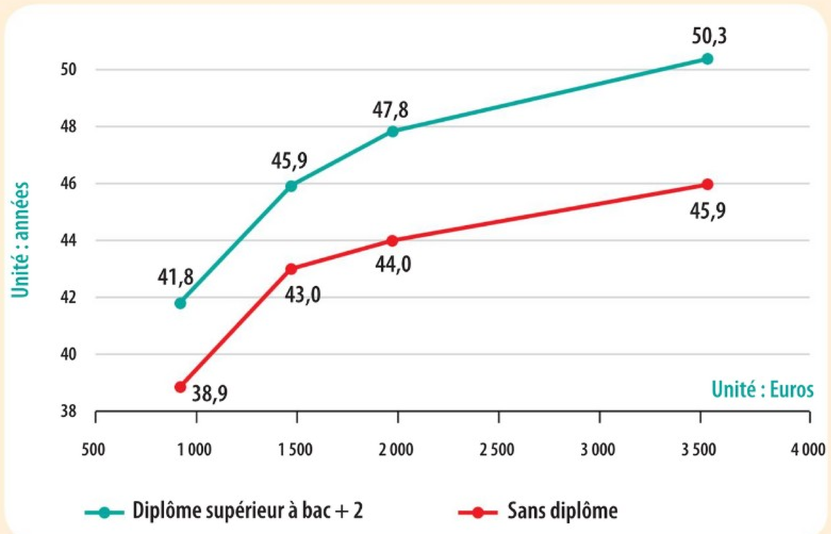
D'abord les inégalités économiques s'auto-entre-tiennent : les inégalités de revenus provoquent des inégalités de patrimoine, qui aggravent les inégalitésde revenus. Ces dernières induisent des inégalitésd'accès au crédit et au logement, donc des inégalitésdans l'accès à l'emploi stable, d'où une nouvelle aggravation desinégalités derevenus et de patrimoine. Par ailleurs, les inégalités économiques s'accompagnentle plus souvent d'inégalités sociales (inégalités d'ex-position aux risques divers, par exemple) et d'inégalités culturelles (inégalités scolaires, par exemple).En retour, les inégalités sociales aggravent aussi les inégalités économiques : les différences d'éducation,de santé jouent fortement sur les inégalités face à l'emploi et sur les inégalités de revenu.

S. d'Agostino, P. Deubel, M. Montoussé, G. Renouard, Dictionnaire de sciences économiques et sociales, Bréal, 2018

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Document n°4



Les inégalités d'espérance de vie s'expliquent en partie par le coût des soins de santé. Pour certains soins, le reste à charge pour les patients demeure élevé. Les plus aisés ont la possibilité de payer plus cher (dépassements d'honoraires) pour accéder plus vite à des soins de meilleure qualité. L'Insee rappelle que 11 % du cinquième de la population la plus modeste disent avoir renoncé aux soins au cours de l'année contre seulement 1 % du cinquième de la population le plus aisée. Disposer d'un meilleur niveau de vie, c'est aussi disposer des moyens de mieux s'alimenter, de se loger plus convenablement.

Observatoire des inégalités, 2019

LA POLITIQUE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE : LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Questions

Montrer que les inégalités économiques et sociales s'autoentretiennent.

Quel est le lien entre niveau de vie, diplôme et espérance de vie ? Qu'en déduisez-vous ?

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

CONTEXTE

Karim a étudié la redistribution en 1reSTMG. Elle correspond à l'ensemble des mesures prisespar l'État ou par d'autres administrations publiques pour modifier la répartition primaire des revenus en prélevant des impôts et des cotisations sociales et en distribuant des revenus de transfert.

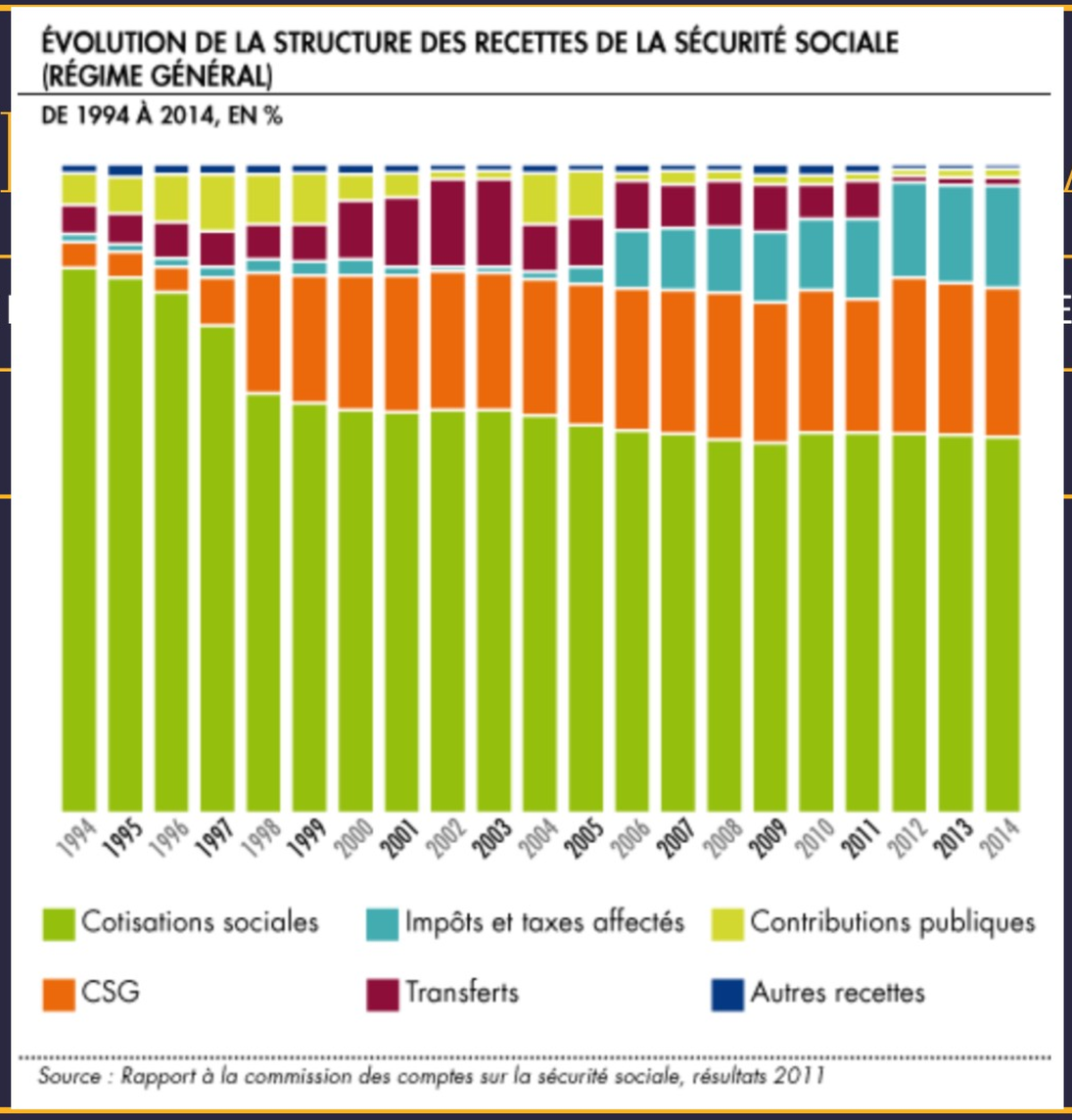
Documents (5-8)

Définitions

Questions

LA ALE

DEUX E L'ETAT



LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Questions

Montrer que la redistribution horizontale opère des transferts entre des individus qui appartiennent au même niveau de revenus primaires.

Quels sont les risques sociaux ? Montrer que la redistribution horizontale protège les individus contre les risques sociaux.

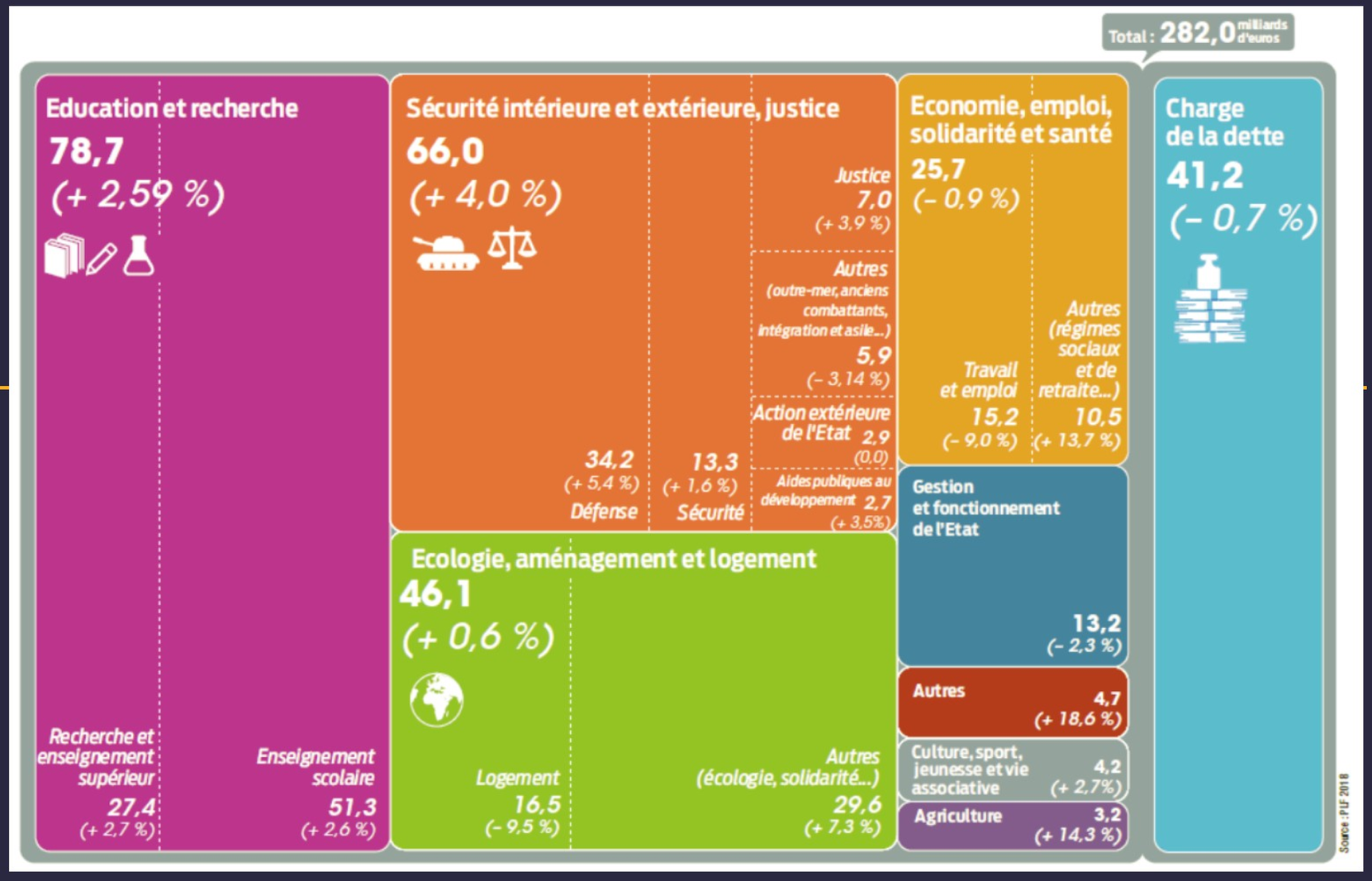
LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Définitions

Redistribution horizontale
C'est un système dans lequel le bien-portant paye pour le malade, l'actif pour le retraité, le célibataire sans enfants pour les familles nombreuses, etc. La redistrivution horizontale couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenu.

La Sécurité sociale
La Sécurité sociale désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des « risques sociaux » (vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc.)


Total : 282,0 milliards d'euros
Education et recherche
78,7
(+ 2,59 %)
Recherche et enseignement supérieur
27,4
(+ 2,7 %)
Enseignement scolaire
51,3
(+ 2,6 %)
Sécurité intérieure et extérieure, justice
66,0
(+ 4,0 %)
34,2
(+ 5,4 %)
Défense
13,3
(+ 1,6 %)
Sécurité
Justice
7,0
(+ 3,9 %)
Autres (outre-mer, anciens combattants, intégration et asile...)
5,9
(– 3,14 %)
Action extérieure de l'Etat 2,9
(0,0)
Aides publiques au développement 2,7
(+ 3,5%)
Ecologie, aménagement et logement
46,1
(+ 0,6 %)
Logement
16,5
(– 9,5 %)
Autres (écologie, solidarité...)
29,6
(+ 7,3 %)
Economie, emploi, solidarité et santé
25,7
(– 0,9 %)
Travail et emploi
15,2
(– 9,0 %)
Autres (régimes sociaux et de retraite...)
10,5
(+ 13,7 %)
Gestion et fonctionnement de l'Etat
13,2
(– 2,3 %)
Autres
4,7
(+ 18,6 %)
Culture, sport, jeunesse et vie associative
4,2
(+ 2,7%)
Agriculture
3,2
(+ 14,3 %)
Charge de la dette
41,2
(– 0,7 %)
Source : PLF 2018

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Document n°7

Figure 1 – Quelques indicateurs sur le niveau de vie depuis 1996

montants annuels en euros constants 2017

	1996	2000	2004	2008	2012	2016	2017
Niveau de vie médian	**17 500**	**18 490**	**19 300**	**20 670**	**20 460**	**20 730**	**20 820**
Niveau de vie moyen	**19 870**	**21 480**	**22 380**	**24 060**	**23 950**	**23 820**	**23 920**
1er décile (D1)	9 210	10 040	10 720	11 340	10 840	11 150	11 190
9e décile (D9)	32 210	34 950	35 240	38 160	38 370	37 950	38 210
Rapport interdécile (D9/D1)	**3,5**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**3,5**	**3,4**	**3,4**

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Définitions

Redistribution verticale
La redistribution verticlae des revenus désigne les flux de transferts sociaux destinés à réduire les inégalités de revenus entre les individus ou les ménages. Cette redistribution agit sur les inégalités au nom d'un principe de justice sociale que la population légitime

Rapport interdécile
Le rapport interdécile met en évidence l'écart entre le revenu (niveau de vie) plancher des 10 % des ménages les plus aisés (> 9e décile) et le revenu (niveau de vie) plafond des 10 % des ménages les plus modestes (1er décile)

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Questions

A combien s'élèvent les dépenses totales de l'Etat dans le document 6 ?

Que constate-t-on sur l'évolution des principaux postes par rapport à 2017 ? (doc 6)

Retrouver par le calcul 3,4 de rapport interdécile en 2017. Interpéter ce chiffre.

Comment les inégalités ont-elles évoluées de 2000 à 2017 ?

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Document n°8

En 2017, avant redistribution monétaire(1), le niveau devie moyen des 20 % de personnes les plus aisées estde 56 130 euros par an et par unité de consommation(UC). Il est 8,4 fois supérieur au niveau de vie moyendes 20 % de personnes les plus modestes : 6 720 euros.Après redistribution,cerapportest de3,9:leniveaudevie moyen des 20 % des personnes les plus modestesa augmenté de 72 % et celui des 20 % les plus aisés adiminué de 20 %. La réduction des écarts est encoreplus grande aux extrémités de la distribution desrevenus:les10%depersonneslespluspauvresdis-posent d'un niveau de vie moyen avant redistributionde l'ordre de 3 260 euros par an, contre 73 160 eurospour les 10 % les plus aisés, soit 22,4 fois plus. Aprèsredistribution, ce rapport passe à 5,6.Insee, France, portrait social, 2018

LA POLITIQUE SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE : LA FONCTION REDISTRIBUTIVE DE L'ETAT

Questions

Quel a été l'effet de la redistribution verticale sur les inégalités de revenus ?

La redistribution verticale se fait-elle uniquement sous une forme monétaire ? expliquer.